



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Mel : sntrs-cgt@cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°358 du 13 avril 2026

SOMMAIRE

Spécial Commission Exécutive

- Relevé de décision de la CE du 26 mars 2026

Relevé de décision de la CE du 26 mars 2026

Ordre du jour :

1. Rapport d'actualité
2. Actualités : bilan des relations locales des sections avec l'administration
3. Présentation du site web
4. Élections professionnelles et test au niveau du CNRS
5. Le 54^{ème} Congrès de la CGT : retour de la journée d'étude et vote des amendements
6. Les DGG : retour de la journée d'étude
7. Budget : quelles informations dans nos organismes ?
8. Repères revendicatifs et amendements SNTRS : retour du Conseil national de la FERC
9. Point la fusion de l'IPEV et de l'Ifremer.

1. Rapport introductif Claudia Gallina et Stéphan Mora

C'est le printemps, la nature renaît, le soleil se fait plus chaud et l'espoir des beaux jours et de la douceur de vivre est dans tous les esprits.

Mais ça c'est dans un monde idéal.

En réalité, nous vivons un début d'année 2026 marqué par une accumulation de crises inédites : Guerre, inflation, crises climatiques, austérité, rien n'est isolé tout est lié.

Le monde est encore plus instable et plus violent.

L'escalade au moyen orient : Gaza, Iran, Liban..., la guerre en Ukraine qui dure toujours et la multiplication partout des tensions internationales.

Conséquence de cette situation : des budgets militaires en hausse. Partout les États trouvent des milliards pour la guerre alors qu'ils prétendent ne pas pouvoir trouver de financement pour les besoins sociaux et le bien-être de leurs populations.

Pendant que ces tensions explosent à l'échelle mondiale, leurs conséquences se font ressentir durement, jusqu'à nous. Les prix de l'énergie explosent à nouveau, l'inflation est toujours en hausse, et fortement ressentie, alors que les salaires stagnent. Pas d'espoir de réévaluation rapide des rémunérations dans le privé comme dans le public, où l'augmentation du point d'indice a disparu des radars depuis des décennies. Le gouvernement n'envisage rien pour compenser la perte de pouvoir d'achat majeure, historique et toujours plus importante de ses agents. Depuis le 1^{er} janvier 2000 c'est - 28,6 % (en décembre 2025 hors tabac (Insee))

(https://www.cgтетat.fr/IMG/pdf/perte_actualisable_du_point-2025-12.pdf)

Pendant ce temps la spéculation va bon train et les grandes entreprises enregistrent des profits record scandaleux. Cette année encore elles distribueront plus de dividendes à leurs actionnaires.

L'explosion des bombes et des souffrances des populations civiles fait exploser des profits et les richesses d'un petit nombre de privilégiés !

Cela ne pose aucun problème d'éthique au capital, la mondialisation est débridée, et les plus riches sont complètement désinhibés quant à la provenance de leur argent et l'impact de leurs comportements prédateurs.

En France cette situation se traduit par moins de solidarité et toujours plus de sacrifices pour les classes moyennes et les plus pauvres. Le taux de pauvreté explose (15,4 % de la population en 2023 après 14,4 % en 2022). C'est le niveau le plus élevé depuis 1996. Cela représente 9,8 millions de personnes (si l'on utilise le seuil de 60 % du niveau de vie médian).

C'est plus d'une personne sur 10, nous en côtoyons donc forcément ! Ce sont des familles sans ressources et des enfants qui vivent dans la rue en France, aujourd'hui en 2026...

Nous sommes un des pays où l'on paye le plus d'impôts au monde, et il n'y aurait pas de finances pour remédier à ce problème ?

Dans le même temps, le budget pour les dépenses militaires augmente fortement et continuera d'augmenter dans un avenir proche. Les directives européennes à l'horizon 2030, et les priorités du gouvernement ont pour un objectif des dépenses militaires équivalentes à 3,5 % voire 5% du PIB – contre 2 % seulement actuellement. Et pour ces dépenses de l'argent il y en a, plus question de dettes !

Pour atteindre ces objectifs la France est prête à sacrifier le bien-être de sa population, en en réduisant ou supprimant les acquis sociaux, comme par exemple le mi-temps thérapeutique, les indemnités chômage, les remboursements sécu, l'ajout des jours de carences et les pertes de salaire en cas de maladie, ...

Quant aux retraites, après nous avoir volé 2 ans de vie avec la retraite à 64 ans, et essayé de nous supprimer 2 jours fériés, les représentants patronaux soutenus par l'état, certains députés et l'extrême droite, s'attaquent maintenant au 1^{er} mai. Contraindre les salariés à travailler le jour de la fête du travail ne les arrête pas ...

Pour atteindre ces objectifs la France est prête à sacrifier la recherche publique, l'éducation, les services publics.

Les idées de l'extrême droite ne sont plus tabous voire sont intégrées par de nombreuses politiques soi-disant modérées.

L'extrême droite est de plus en plus présente partout dans le monde, dans les gouvernements de nombreux pays.

Aujourd'hui, chez nous aussi, les élections municipales ont montré sa force de propagation. Le Rassemblement National a accru sa présence avec + 70 villes et plus de 3000 conseillers municipaux. Ces conseillers pourront élire des sénateurs et la constitution d'un groupe RN conséquent au sénat est quasi assurée. Le Rassemblement National n'aura plus de problème pour obtenir les signatures nécessaires à la présentation d'un candidat à la présidentielle en 2027.

Les discours sur l'extrême gauche et les gauches soi-disant irréconciliables sont conçus pour favoriser cette progression et grand patronat (Bolloré...) est un des acteurs de cette propagande.

L'extrême droite étant bien plus acceptable, pour ces grands patrons, que la gauche, même modérée.

De même le fonctionnaires bashing, les attaques de notre statut, les diminutions de postes sont aussi moins de poids de l'État, de ses régulations et de ses contrôles (évasion fiscale, droit du travail, règle de la consommation...). Cela n'est pas sans rappeler des propos récents de certains grands patrons américains prétendant être plus performants que des personnes démocratiquement élues pour gérer un pays et son économie.

Il est donc primordial de se mobiliser pour contrer ces pratiques et la banalisation de certains discours. L'idéologie d'extrême droite n'est pas une idéologie comme une autre. Les idées propagées sont racistes, sexistes et antisociales. Ne nous trompons pas l'extrême droite n'a pas vocation à défendre les plus faibles, n'a pas la fibre sociale, ni solidaire !

Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, le présent n'est pas bien différent du passé et oublier les faits historiques serait une grave erreur.

Il nous faut donc nous mettre en ordre de marche pour contrer l'extrême droite et ses idées. Nous devons lutter pour que les guerres cessent,

C'est le printemps, la nature renaît, le soleil se fait plus chaud et l'espoir des beaux jours ne pourra être retrouvé que par la mobilisation et de lutte ! C'est le printemps, il est temps de descendre dans la rue !

2. Actualités : bilan des relations locales des sections avec l'administration

- Débats

3. Présentation du site web (reporté à la prochaine CE)

- Remerciements faits à toute l'équipe pour le site Web
- Un remerciement particulier à l'équipe technique sans qui le nouveau site n'aurait pas tout bonnement pu voir le jour.
- Et un grand merci à l'équipe éditoriale qui travaille d'arrache-pied pour que le contenu soit opérationnel et le plus complet possible en vue des élections professionnelles.

4. Élections professionnelles et test au niveau du CNRS

- Présentation des informations

5. Le 54^{ème} Congrès de la CGT : retour de la journée d'étude et vote des amendements

- Vote rapport d'activité confédéral : 31 Pour, 1 Contre
- Modifications de statuts : 30 pour 2 abstentions
- Rapport financier : vote à l'unanimité
- Vote sur le document d'orientation : vote à l'unanimité
- Les amendements sur le document d'orientation seront fournis dans un autre document

6. Les DGG : retour de la journée d'étude

- Article qui paraîtra dans le BRS

7. Budget : quelles informations dans nos organismes ?

- Faire un plan de communication régulier avec des tracts pour les sections 1 à 2 par mois
- Construire le lien budget politique scientifique
- Des communications plus informatives
- Programmer des actions de mobilisation

8. Repères revendicatifs et amendements SNTRS : retour du Conseil national de la FERC

Tous nos amendements ont été intégrés aux repères revendicatifs excepté celui sur les ZRR que nous avons retiré. Pourquoi l'avons-nous retiré :

- L'amendement que nous avons proposé demandait le **remplacement** de la revendication 'suppression des ZRR'.
Il aurait dû être proposé en ajout avec l'introduction suivante : 'En attendant cette suppression'
• Notre amendement tel que rédigé pouvait laisser penser que nous étions pour la mise en place des ZRR à certaines conditions. Ce qui n'est pas le cas.
En effet, des zones à accès règlementé existent depuis longtemps dans nos laboratoires et ce bien avant les ZRR (P3,P4...). Elles ne nécessitent pas un contrôle exclusif du haut fonctionnaire de la défense et sont gérées en interne.
- Si nous avons défendu notre amendement et que nous ayons réussi à le faire voter, cela aurait supprimé de fait la revendication 'suppression des ZRR', ce qui n'était pas notre intention première.

Pour rappel nous avons cosigné un communiqué demandant la suppression des ZRR en février 2026 (EN BREF 673) :

"La FERC-CGT, la CGT-FERC Sup, le SNTRS-CGT et la CGT-INRAE demandent au ministère de l'ESR une refonte complète du système de « protection du potentiel scientifique et technique » (PPST), avec un moratoire immédiat sur les ZRR, la publication de la liste des établissements et laboratoires qui sont classés ZRR. Elle demande au ministère de défendre les missions de service public de l'ESR et les libertés académiques, de permettre aux collègues de travailler conformément à leurs statuts et aux protections fondamentales qui y sont liées "

La CNF a cependant convenu que les points que nous avons soulevés étaient importants, en particulier la question de la protection des emplois des personnels des ZRR et l'arrêt du déploiement massif et abusif de ces ZRR. Il a donc été convenu que ces points pourront être intégrés lors de la prochaine révision du texte des repères revendicatifs ESR et pourront être inscrits dans des revendications des organisations de la FERC plus spécifiquement concernés, en complément des repères revendicatifs.

9. Point la fusion de l'IPEV et de l'Ifremer : Olivier DUGORNAY

- Transcription de l'intervention pour un article pour le BRS (situation à l'IFREMER)
- Problèmes VSS sur les navires
 - Motion de la CE sur VSS sur bateaux
 - Saisine de la cellule VSS de la confédération

10. Désignation des délégués au Conseil national de l'UFSE le 9 et 10 avril

- Néziha et Claudia sont mandatés pour le Conseil national de l'UFSE : vote à l'unanimité

MOTION VOTEES EN CE

Motion sur l'économie de guerre : Texte accepté pour diffusion

Refusons la marche à la guerre aussi dans la recherche !

Un budget pour la recherche publique toujours plus austéritaire

Le budget voté par l'Assemblée nationale en décembre puis adopté par 49.3 en janvier, est sans appel : tous les pôles de dépenses sont gelés ou tranchés, dont la Sécurité sociale qui voit le pire recul sur les principes de solidarité depuis 1945. Cette austérité se fait au profit d'un seul pôle : les dépenses militaires progressent de 6,7 milliards (environ 1,9 % du budget de l'état), ce qui constitue 3,5 milliards de plus que ce que prévoyait la loi de programmation militaire de 2024. Ce choix de la classe politique du PS au RN, ne peut qu'accélérer la progression de la pauvreté et la violence à l'encontre des travailleur-euses.

La logique militaire et la violence qu'elle impose s'appliquent également à la recherche publique. Le CNRS voit sa dotation déficitaire reconduite comme en 2025 : en prenant en compte les dépenses obligatoires non budgétées, c'est l'ensemble de la trésorerie restante du CNRS et des organismes nationaux de recherche qui a vocation à disparaître. Les coupes historiques sont annoncées au compte-goutte aux unités qui doivent faire face à des dépenses urgentes.

Les appels à projets deviennent la source principale de financement sur laquelle les directions d'unité peuvent espérer sauver l'assiette financière des unités. Il n'y a plus le choix, tous les moyens sont bons pour solliciter / forcer les chercheur-euses à candidater et le nombre de dossier explose. On en vient à des aberrations de fonction : on ne candidate pas en vue d'un nouveau projet scientifique, mais pour sauver l'emploi d'un personnel technique ou gestionnaire, ou même pour payer les plaques de placo pour faire face au bâti délabré...

Dans ce contexte, l'augmentation de 25 % du budget de « prospective de la défense » pour atteindre 2,75 milliards (environ 2 fois le budget de l'ANR) est de mauvais augure pour la recherche. Si les demandes ANR sont bouchées, alors on peut toujours faire appel à l'Agence Innovation Défense (AID) et à son programme ASTRID de recherche « duale », c'est-à-dire civile et militaire. C'est très simple, il suffit d'accepter de rendre compte au ministère de la défense plutôt qu'aux chercheur-euses pour avoir les moyens de faire encore notre travail.

Refuser la recherche « duale » c'est s'opposer à la logique de guerre

Le programme ASTRID existe depuis plusieurs années et nous n'appelons pas à pointer du doigt les collègues dont une part des activités dépend par nature des financements de la défense (spatial, radars, cryptographie). En revanche, c'est l'opération de généralisation de ce mode de financement qui doit interroger de manière urgente les travailleur-euses de la recherche. Les chercheur-euses sont ainsi incités à se rapprocher des bureaux de préparation d'appel à projet pour « chercher les possibilités de candidater à des appels de recherche duale ».

Les hauts cadres de la recherche se font ainsi le relai de l'opération idéologique et financière massive du capital. Il y a un décalage criant entre les moyens mis à disposition de l'armée et ceux mis à disposition de la réponse aux besoins du plus grand nombre. L'AMIAD (agence pour l'IA de la défense), créée en 2024 démarrait avec la bagatelle de 300 millions d'euros par an (environ 500 agent-es CNRS) et verra certainement son budget doublé en 2026. Une large part

de cette gabegie est à destination d'un « éco-système de start-up de la défense ». Comment prétendre que cet argent servira les intérêts des travailleur-euses, quand on voit le nombre de chercheur-euses, de professeur-es ou de soignant-es s'effondrer.

Cette opération touche tous les secteurs, et la situation dans la recherche ne peut se détacher de l'évolution de l'industrie. On décline à toutes les échelles la logique : « Tu es au chômage, rentre dans le rang ! Ton entreprise va fermer, accepte la reconversion en industrie de mort ! Tu ne trouves pas de poste au CNRS, va bosser pour une start-up de la défense. »

Organisons-nous collectivement pour refuser cet engrenage

Dans ce contexte, nous appelons celles et ceux qui espèrent que les financements « duaux » sauveront leur labo ou unité de recherche à y réfléchir à deux fois. Certains diront : « on retire de l'argent à l'armée pour le bénéfice de la recherche ! » ou « les militaires auront de toute façon du mal à évaluer les recherches. » Si ce genre de raisonnement était vrai il y a 30 ans, ce n'est plus le cas dans le contexte actuel de rationalisation de la dépense militaire. Au côté d'ASTRID est né « ASTRID maturation » dont la vocation est de concrétiser les projets financés par le premier outil. Les chercheur-euses ne pourront pas espérer voir leurs projets échapper à l'évaluation au motif des critères militaires. La vague de mutation industrielle est trop profonde et massive pour que la recherche puisse espérer tirer son épingle du jeu. Seule une opposition claire et solidaire de l'ensemble des travailleur-euses peut enrayer la machine de guerre.

La CGT milite pour la paix et le désarmement.

Nous exigeons l'abrogation de la loi de programmation militaire, outil belliciste et anti-social contre les travailleur.euses.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, nous demandons également la fin des ZRR (Zones à Régime Restrictif), autre outil de militarisation qui entrave gravement notre activité, sauf dans les cas exceptionnels d'une activité de recherche en lien direct avec une activité militaire sensible.

Motion de la CE pour IFREMER : Adopté à l'unanimité

La CE du SNTRS CGT a été informée de violences sexistes et sexuelles survenues sur un bateau de l'IFREMER et mettant en cause des adhérents CGT.

Devant la gravité des faits -engageant l'exemplarité de la CGT toute entière- , la CE du SNTRS CGT engage le soutien de l'ensemble de notre syndicat à toute action interne, à commencer par la saisie de la cellule confédérale de veille contre les VSS.